

**Arrêté préfectoral du 21 AVR. 2026
portant mise en demeure à l'encontre de la SCEA PELLETIER
située Le chiron à Breuil-Chaussée sur la commune de Bressuire**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.122-1 et suivants ;

Vu le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n°2007-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2343 du 13 mars 1992 pour l'exploitation de 42 000 volailles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4641 du 2 mai 2007 pour l'exploitation de 87 500 animaux-équivalents volailles ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER , secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu la prise d'acte n°A6404 du 25 août 2022 suite à la modification du plan d'épandage et à l'arrêt de l'activité d'indes ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 5 mars 2026 sur le site situé Le chiron à Breuil-Chaussée sur la commune de Bressuire ;

Vu le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant le 1 avril 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu la réponse apportée par l'exploitant durant la phase contradictoire le 7 avril 2026 ;

Considérant que suite à un signalement transmis le 2 mars 2026 à la DDETSPP des Deux-Sèvres, les inspecteurs des installations classées de la DDETSPP ont constaté le 5 mars 2026 la présence d'un rejet au niveau du fossé qui borde la route département D960 bis, ainsi que des traces d'écoulement depuis l'exploitation avicole vers le fossé ;

Considérant les non-conformités constatées lors du contrôle réalisé par le service de l'inspection des installations classées en date du 5 mars 2026 ;

Considérant que les réponses apportées par l'exploitant en date du 7 avril 2026 ne permettent pas de lever l'ensemble des non-conformités relevées lors du contrôle du 5 mars 2026 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCEA PELLETIER de respecter les prescriptions des articles de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres.

ARRÊTE

Article 1

La SCEA PELLETIER exploitant un élevage de canards situé Le chiron à Breuil-Chaussée sur la commune de Bressuire est mise en demeure de respecter les prescriptions du code de l'environnement et de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2

L'exploitant de l'installation est tenu de prendre toutes les dispositions afin de procéder aux mesures suivantes à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

Références réglementaires	Mesures	Délais à respecter
Article 3 de l'APMG du 27/12/2013	Cesser l'exploitation des effectifs pour lesquels vous n'êtes pas autorisé.	3 mois
	Fournir les justificatifs de mises en place du prochain lot dans chaque bâtiment attestant du respect des effectifs indiqués dans votre autorisation.	
Code de l'environnement R.512-46-2	Démontrer l'absence de connexité entre l'élevage de dindes et l'élevage de canards.	1 mois

AMPG : arrêté ministériel de prescriptions générales

Article 3 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Non respect de la mise en demeure

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 –Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 6 –Information des tiers

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7-Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la SCEA PELLETIER et au maire de BRESSUIRE.

Niort, le 21 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER